



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Suppression de postes d'enseignants dans l'éducation nationale en 2026

Question écrite n° 12934

Texte de la question

Mme Marietta Karamanli attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la suppression annoncée de postes d'enseignants dans l'éducation nationale en 2026. Selon les données du ministère en 2026, il y aura création dans l'éducation nationale de près de 5 900 emplois supplémentaires, qui ne sont pas tous des postes d'enseignants. Parallèlement, les chiffres communiqués aux organisations syndicales montrent une suppression significative de moyens enseignants par académie. Dans le premier degré, ce serait en moins 1 891 emplois équivalent temps plein en moins, y compris en prenant les stagiaires en formation et alternance. Certaines académies ou régions seraient plus touchées, ainsi en Pays de la Loire (-136), ou encore en région Nord-Pas-de-Calais (-245). Dans le second degré, ce serait -1 365 emplois en moins. Cela représente parfois l'équivalent de plusieurs collèges dans une même académie. Ces chiffres de suppression ont d'ailleurs varié en quelques semaines sans explication. Certes, en moyenne, le nombre moyen d'élèves par classe atteindrait 21 dans les écoles publiques et le taux d'encadrement (nombre de professeurs pour 100 élèves) continuerait de progresser. Cela ne dit rien sur le nombre de classes qui resteront à 25 ou 30 élèves. Cela ne dit pas grand-chose non plus en matière de besoins, sachant que de nombreuses disparités territoriales et sociales existent. Le Gouvernement justifie ces suppressions par une baisse démographique « vertigineuse » du nombre d'élèves, qui réduirait mécaniquement les besoins en enseignants. Pour autant, la baisse n'explique pas tout, d'autant que la transparence n'est pas la règle. Cette diminution d'enfant scolarisés est, à l'inverse, l'occasion d'améliorer les conditions d'apprentissage, de réduire les effectifs par classe, de renforcer les remplacements et de consolider l'école inclusive. Elle lui demande d'expliquer comment le Gouvernement justifie la suppression de milliers de postes d'enseignants alors même que le budget affiche des créations d'emplois et comment il entend garantir que cette politique ne se traduira pas par une dégradation de l'offre éducative pour les élèves le plus fragiles et les territoires les plus sensibles. Au-delà de l'argument démographique, elle lui demande s'il entend garantir qu'aucune fermeture de classe ne se fera dans les communes ayant déjà un indice d'éloignement ou de précarité élevé.

Données clés

Auteur : [Mme Marietta Karamanli](#)

Circonscription : Sarthe (2^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 12934

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : [Éducation nationale](#)

Ministère attributaire : [Éducation nationale](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 février 2026](#), page 1312